

Batopin doit faire plus que revoir sa copie

Communiqué commun de Financité, Okra et Test Achats

Alors que le gouvernement entame les négociations avec le secteur bancaire pour garantir l'accès à l'argent liquide, Financité, Okra et Test Achats demandent au gouvernement le gel temporaire des suppressions de distributeurs et l'imposition d'obligations claires dans le chef des banques.

Le projet Batopin initié par les 4 grandes banques (Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC) a pour ambition la mise en commun de la gestion des distributeurs automatiques, accompagné par une diminution drastique de leur nombre. Le projet se vante d'être efficace en répartissant mieux les distributeurs de billets sur l'ensemble du territoire. Pour Financité, Test Achats et Okra, il aura surtout pour conséquence de laisser nombre de citoyen·ne·s sans accès à un distributeur bancaire.

Outre l'accessibilité physique, les organisations s'inquiètent également des frais qui pourraient être demandés par les banques en cas de retrait dans les distributeurs Batopin. *« Nous avons déjà dénoncé l'année passée le fait que KBC supprime ses propres distributeurs d'une part, et décide, d'autre part, de considérer les distributeurs Batopin comme externes à son réseau, ce qui rend de facto payants (0,5 EUR) les retraits dans ces distributeurs pour certains de ses clients et clientes »,* explique Julie Frère, porte-parole de Test Achats. *« Depuis lors, CBC a suivi et facture 0,2 EUR par retrait pour certains de ses clients dans les distributeurs Batopin. Cela nous paraît tout simplement inacceptable ! »*

Mercredi 23 novembre, en commission de la Chambre, le Ministre de l'Économie, Pierre-Yves Dermagne, a indiqué qu'une enquête de l'Autorité belge de la concurrence était bien en cours à propos de Batopin. *« Nous nous félicitons de l'ouverture d'une enquête suite à la plainte que nous avons déposée, réagit Anne Fily, chercheuse en inclusion financière chez Financité, nous espérons que celle-ci fera la lumière sur les zones d'ombre de ce projet. »*

En parallèle, Financité, Test Achats et Okra demandent au gouvernement de travailler à l'obtention d'un accord ambitieux pour garantir l'accès à cash pour la population. *« Nous demandons au gouvernement de bloquer toute nouvelle suppression de distributeurs et de revenir au minimum au nombre d'appareils présents au 31 décembre 2021 »,* déclarent-elles. *« La promesse d'un distributeur à moins de 5 km pour 95 % de la population n'est pas du tout satisfaisante, surtout en laissant Batopin présenter des chiffres qui prennent en compte l'accès "à vol d'oiseau" ». L'étude détaillée menée par l'Iweps (l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique) montre bien que cette approche théorique présente un écart d'ampleur avec le nombre de kilomètres réels à parcourir par la route avant d'avoir accès à un distributeur de cash.*

Afin de servir correctement la population, les organisations demandent que le projet atteigne les deux objectifs suivants de manière cumulative :

- au minimum 95% de la population doit avoir accès à un distributeur offrant l'assortiment de base (retrait, dépôt...) dans les 2,5 km par la route, et au minimum 98% de la population dans les 5 km par la route ;

- chaque commune doit disposer d'un nombre d'appareils équivalent à au moins un appareil par tranche de 1.500 habitant·e·s (densité de la population)

En l'absence d'une loi obligeant les banques à garantir l'accès à l'argent liquide, le nombre de distributeurs de billets diminue chaque jour, de même que le nombre d'agences bancaires. La Belgique a enregistré plus d'une fermeture d'agence par jour en 2020 et 2021. Au risque de creuser encore la fracture numérique, le gouvernement doit donc mener des négociations qui mènent à une obligation pour les banques de garantir l'accès à un distributeur de billets. A défaut d'accord acceptable et contraignant, les organisations demandent de rapidement passer par la voie législative.